

Bastia, u 06 di ferraghju di u 2021

**COMMUNICATU DI STAMPA DI U PRESIDENTE DI U CUNSIGLIU ESECUTIVU DI CORSICA**

**Pourquoi je serai présent ce jour, comme chaque 6 février depuis que je suis Président du Conseil exécutif de Corse, à la cérémonie en mémoire du Préfet Claude Erignac**

J'ai fait le choix, dès mon élection à la présidence du Conseil exécutif de Corse le 17 décembre 2015, d'être présent chaque année à la cérémonie d'hommage à la mémoire du Préfet Erignac, pour trois raisons principales :

- rendre hommage, au nom des institutions de la Corse que j'ai pour fonction de représenter, à la victime et assurer sa famille de notre compassion ;
- réaffirmer que le respect de la vie est, dans toute société humaine, le plus sacré des droits ;
- exprimer de façon forte et symbolique le chemin choisi par la majorité territoriale nationaliste et validé par le suffrage universel : s'inscrire dans le fil historique de la lutte du peuple corse pour la reconnaissance de ses droits ; partager une dynamique d'espoir avec tous les Corses, quelles que soient leurs opinions politiques ; ouvrir un dialogue avec l'Etat pour construire ensemble une solution politique globale.

J'ai maintenu ce choix d'être présent sans interruption depuis lors.

Et je serai à nouveau présent, ce 6 février 2021, à Ajacciu.

Malgré le refus total, par Paris, de tout dialogue réel avec la majorité territoriale largement investie par le suffrage universel.

Malgré les attitudes méprisantes trop souvent adoptées à l'égard de la Corse, de ses élus, et de ses institutions.

Malgré le choix du Gouvernement, injustifiable et inacceptable, d'appliquer une logique de vengeance d'Etat aux trois condamnés qui, depuis le début de leur incarcération il y a deux décennies, ont subi un régime carcéral d'exception et se voient aujourd'hui privés, par une décision exclusivement politique, de leur droit au rapprochement.

Pourquoi, donc, continuer à être présent, face à un tel déni de démocratie ?

D'abord, parce que les raisons qui m'ont conduit depuis le premier jour de mon mandat, en mon âme et conscience, à être présent à cette cérémonie – le respect de la vie ; la compassion pour toutes les victimes d'un demi-siècle de conflit ; l'attachement à la démocratie - ne dépendent pas de l'attitude de l'Etat ou de ses représentants dans l'île.

Ensuite parce que je suis certain que le choix que la majorité territoriale nationaliste a décidé de faire il y a cinq ans – engager la Corse sur le chemin de l'émancipation ; construire la paix ; préparer la réconciliation – est le bon.

Plus exactement, il est le seul qui vaille, pour que les générations d'aujourd'hui et celles de demain vivent dans une Corse libre, apaisée, et démocratique.

Ce n'est donc pas à moi, ni à nous, de modifier nos comportements ou nos choix.

Mais bien à l'Etat de changer son attitude à l'égard de la Corse et du peuple corse.

Il y a urgence à ce qu'il le fasse.